

Vers un nouveau pacte de stabilité ?

Après les déclarations fracassantes de Romano Prodi, président de la Commission Européenne, les grands pays européens jouent des coudes pour s'assurer que leurs intérêts soient pris en compte.

Après la France et l'Allemagne qui se sont mobilisées ouvertement pour une prolongation de la mise en place de ce pacte, dont la mesure la plus symbolique est de réduire le déficit budgétaire des pays de la zone Euro avec un équilibre budgétaire initialement prévu pour 2002.

Mais les deux grands pays ne sachant respecter cette date, ils attaquent le pacte et les autres pays sur les points qui fâchent : l'inflation (quasiment nulle dans ces deux pays, contrairement à l'Irlande), mais aussi l'endettement.

Et le commissaire européen aux affaires économiques, Pedro Solbes, voudraient durcir le pacte de stabilité en sanctionnant les pays trop endettés. La barre serait fixée à 60% du PIB. Dans cette catégorie, 5 membres de la zone Euro seraient montrés du doigt. Mais deux cas sont à séparer.

D'une part, l'Allemagne et l'Autriche sont juste au-dessus de cette barre alors que pour la Belgique, la Grèce et l'Italie, leurs dettes dépasseront encore en 2003 100% de leur PIB.

Ce qu'il faut retenir est la possible remise à plat de ce pacte au profit d'une politique budgétaire plus réaliste et tenant compte des contextes économiques et sociaux tout en durcissant le ton face aux gouvernements qui "déraperaient" pour des raisons électorales !

Source : AFP sur le site du Monde

Par

Publié sur Cafeduweb - Archives le lundi 25 novembre 2002

Consultable en ligne : <http://archives.cafeduweb.com/lire/2521-vers-nouveau-pacte-stabilite.html>